



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 20 août 2026

FOCUS : LES MESURES DU NOUVEAU GOUVERNEMENT PERUVIEN POUR RELANCER L'ÉCONOMIE. 2

Bolivie 3

Le gouvernement fixe le prix d'un litre de diesel à 1,55 \$ pour les grands consommateurs, une brèche de 85 % vs. le prix à la pompe pour les particuliers. 3

Colombie 3

Les coûts de reconstruction suite au séisme pourraient atteindre entre 1 % et 2 % du PIB. 3

Au T2 2026, la croissance colombienne a atteint 3,5 %. 3

Ecopetrol – la compagnie pétrolière nationale – a finalisé l'achat de 51 % de la compagnie pétrolière brésilienne *Brava Energia* pour 1,2 Md\$. 4

La reconstruction des infrastructures affectées par le séisme pourrait être contrainte par les difficultés du secteur de la construction, selon certains analystes. 4

Équateur 5

L'agence de notation S&P Global Ratings a relevé la note à long terme de l'Équateur, de « B- » à « B ». 5

Au S1 2026, les exportations équatoriennes non-pétrolières et non-minières enregistrent une baisse de 5 % en g.a. 5

Guyana 6

Le Guyana bénéficiera désormais de 40 % des profits réalisés sur le bloc Stabroek. 6

Pérou 6

Malgré le phénomène climatique *El Niño*, les prévisions de croissance pour 2026 atteignent jusqu'à 4 %. 6

La Banque centrale maintient son taux directeur à 4,25 % : il est inchangé depuis un an. 6

Pour Moody's, les risques de dégradation de la solvabilité du Pérou diminuent après le changement de gouvernement. 6

Suriname 7

Les producteurs d'or devront vendre 35 % des recettes en devises liées à leurs exportations à la Banque centrale. 7

Venezuela 7

L'inflation mensuelle atteint près de 20 % en juillet. 7

Au T2 2026, la croissance atteint 7,1 %, selon la Banque centrale. 7

En 2025, PdVSA, la société pétrolière nationale, a de nouveau été en capacité de couvrir la demande domestique de carburant. 8

Focus : Les mesures du nouveau gouvernement péruvien pour relancer l'économie.

Après la prise de pouvoir de la conservatrice Keiko Fujimori au Pérou le 28 juillet, le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) a commencé à mettre en œuvre des réformes visant à renforcer le potentiel de croissance de l'économie péruvienne. Le ministre de l'Économie, Elmer Cuba, a placé la productivité au cœur de cette stratégie.

1. Le premier ensemble de mesures vise à augmenter les revenus des ménages vulnérables tout en encourageant la formalisation et la productivité des entreprises. Il comprend notamment l'augmentation progressive du salaire minimum (RMV), accompagnée d'une compensation destinée aux microentreprises formelles afin de leur permettre d'assumer ce coût supplémentaire (et ainsi promouvoir la formalisation des entreprises). De même, des modifications seront apportées aux jours fériés afin de réduire leur impact sur la production tout en dynamisant le tourisme. Par ailleurs, un mécanisme visant à amortir l'impact des fluctuations internationales du prix du pétrole sur les prix des carburants devrait être mis en place. Le phénomène *El Niño* vient compléter les priorités immédiates : le MEF concentrera ses ressources sur les mesures de prévention au cours des prochains mois.

2. Le deuxième axe consistera à préserver la viabilité des comptes publics. Le MEF envisage de modifier certains paramètres des règles budgétaires face à l'alourdissement des obligations auxquelles l'État devra faire face : le plafond de la dette passerait de 30 % à 32 % du PIB et celui du déficit de -1 % à -1,2 %. Ces ajustements resteront limités et ne devraient pas compromettre la solvabilité de l'État. Toutefois, des inquiétudes persistent sur certaines lois adoptées par initiatives parlementaires avant l'interdiction de celles-ci lorsqu'elles ont un impact sur la dépense (cf. [Brèves semaine 29](#)), dont le coût pourrait maintenir le déficit autour de 3 % du PIB au cours des prochaines années. La compagnie pétrolière publique Petroperú constitue également un défi budgétaire majeur. Le gouvernement souhaite que l'entreprise – en proie à une situation financière délicate (cf. [Focus semaine 7](#)) – cesse de peser sur les finances publiques et retrouve la capacité de subvenir à ses besoins grâce à ses propres ressources. La nouvelle direction devra dégager un flux de trésorerie positif, rembourser sa dette et générer des bénéfices. Enfin, le nouveau gouvernement entend lutter contre la fraude fiscale, notamment à la TVA et à l'impôt sur le revenu.

3. Le troisième volet porte sur les freins structurels à la croissance à long terme, notamment l'informalité et la faiblesse de l'investissement. Pour le gouvernement Fujimori, l'économie informelle des microentreprises ne peut être traitée uniquement par des réformes du droit du travail, car une grande partie de ces entreprises n'est pas non plus pleinement intégrée au système fiscal. Une nouvelle proposition de réforme du droit du travail et de la fiscalité est donc en cours d'élaboration de même qu'une série de mesures visant à accroître l'emploi formel des jeunes. Un autre front sera la réduction des obstacles auxquels se heurte l'investissement : dans le secteur minier, le diagnostic préconise des réformes visant à réduire ou à simplifier le nombre de procédures et d'entités intervenant avant qu'un projet puisse avancer. Quant à l'investissement public, l'objectif sera de réduire le nombre de projets paralysés ou inachevés et d'améliorer l'efficacité des dépenses. Le nouveau gouvernement estime que ces réformes et investissements permettraient d'atteindre 4 % de croissance annuelle au cours des prochaines années et de ramener le taux de pauvreté à environ 15 % d'ici cinq ans.

Bolivie

Le gouvernement fixe le prix d'un litre de diesel à 1,55 \$ pour les grands consommateurs, une brèche de 85 % vs. le prix à la pompe pour les particuliers.

Pour limiter le coût budgétaire et en devises de la subvention aux carburants, le gouvernement a promulgué un décret autorisant la société pétrolière nationale (YPFB) et les stations-service à commercialiser le litre de diesel à un prix de référence (i.e. de marché) fixé à 1,55 \$ (18 BOB) pour les « grands consommateurs ». Dans un contexte de pénurie de diesel, ce prix de référence affecte les utilisateurs directs qui achètent plus de 120 litres par mois. Ainsi, les transports publics et les véhicules privés continueront de bénéficier du prix bloqué et subventionné, à 0,84 \$ (9,8 BOB). L'entité de régulation établira et publiera quotidiennement le prix de référence du diesel. Compte tenu de la hausse du prix du pétrole due au conflit au Moyen-Orient, ce décret a pour objectif de réduire la charge budgétaire associée au coût des importations de carburant par YPFB. Il permet également de régulariser l'approvisionnement et vise à limiter le volume de contrebande.

Colombie

Les coûts de reconstruction suite au séisme pourraient atteindre entre 1 % et 2 % du PIB.

La reconstruction à la suite du séisme du 10 août pourrait prendre jusqu'à six ans et les coûts de reconstruction pourraient atteindre 1 % à 2 % du PIB, d'après l'ancien ministre des Finances, Juan Camilo Restrepo. Le président a précisé que les pertes étaient estimées à 9,6 Md\$ (30 000 Md COP), dont 7,8 Md\$ (24 500 Md COP) correspondaient à des dommages aux bâtiments et 1,8 Md\$ (5 500 Md COP) à des infrastructures affectées. Ces pertes se concentrent dans

cinq départements : *Chocó, Valle del Cauca, Risaralda, Quindío et Caldas*. Ce montant représente un important défi dans un contexte de déficit budgétaire déjà élevé, atteignant de l'ordre de 8 % du PIB. Le gouvernement a ainsi annoncé un « *Plan Miracle de la reconstruction* », une feuille de route visant à répondre à l'urgence de la situation. Dans ce cadre, le « *Fonds Miracle* » a été créé pour centraliser les ressources destinées à la reconstruction et à l'aide aux victimes.

Quant au financement, 65 % du coût serait supporté par l'État, 30 % par la coopération extérieure et 5 % par les dons privés, estime Luis Fernando Mejía, fondateur du think tank *Fedesarrollo*. Le ministre des Finances, Miguel Gómez, a confirmé qu'aucun impôt ne serait créé car, selon lui, le budget actuel permettrait de réaliser des économies et des coupes. À l'international, un versement initial de 200 M\$ par la Banque Mondiale au titre d'un crédit octroyé en 2025 et dont les versements sont conditionnés à un événement extrême a été confirmé (cf. [Brèves semaine 33](#)), et une ligne de crédit pouvant atteindre 300 M\$ est disponible auprès de la Banque interaméricaine de développement (BID). La CAF, une banque de développement, a également fait un don de 500 000 \$. Les États-Unis ont annoncé une contribution à hauteur de 26,5 M\$.

Au T2 2026, la croissance colombienne a atteint 3,5 %.

Le PIB colombien a augmenté de 3,5 % (en g.a.) au cours du T2 2026, contre 1,9 % pour la même période en 2025, selon le département de statistiques national (DANE). Cette hausse porte la croissance au S1 2026 à 2,9 % (en g.a.). Si 11 des 12 secteurs sont en croissance (l'industrie manufacturière baisse de -0,4 %), le dynamisme global est principalement porté par les secteurs de l'administration publique et de la défense, des régimes de sécurité sociale obligatoires, d'éducation, de santé et des services sociaux. Cet ensemble a enregistré une croissance de 10 % (en g.a.) et a

contribué à hauteur de 1,7 point de pourcentage à la variation totale du PIB entre avril et juin. **Côté dépense, la croissance de ces secteurs est notamment illustrée et permise par la croissance de la dépense publique, à +12,2 % en g.a., soit la composante la plus dynamique de la demande**, et ce malgré une situation budgétaire complexe. La hausse de la dépense publique est toutefois également liée aux dépenses liées à l’organisation des élections sur le trimestre.

La performance du deuxième trimestre est également permise par une croissance de 2,8 % en g.a. des dépenses de consommation des ménages et la hausse de 7,0 % en g.a. de l’investissement fixe. La hausse de la consommation a été impulsée par la Coupe du Monde de Football et la hausse de la dépense en biens durables – +16 %, signe d’anticipations favorables des ménages–. La forte appréciation du peso colombien a poussé l’investissement fixe. Enfin, **si les importations ont augmenté de 7,5 % au deuxième trimestre 2026 – portées par la consommation et l’investissement fixe, les exportations ont diminué de -1,0 %.**

Ecopetrol – la compagnie pétrolière nationale – a finalisé l’achat de 51 % de la compagnie pétrolière brésilienne Brava Energia pour 1,2 Md\$.

La société pétrolière colombienne Ecopetrol a pris le contrôle de Brava Energia grâce à l’acquisition de 51 % des droits de vote de la société brésilienne. La valeur totale de la transaction atteint 1,2 Md\$. Ecopetrol a acquis 25 % du capital, soit plus de 116 M d’actions ordinaires, sur la B3 (principale bourse brésilienne), à travers une offre publique volontaire d’achat. Simultanément, elle a signé un contrat d’achat d’actions avec un groupe d’actionnaires afin d’acquérir 120 M d’actions supplémentaires, soit 26 % du capital social.

En 2025, Brava Energia a déclaré des réserves prouvées de 459 M de barils équivalent pétrole. En additionnant les réserves prouvées

et probables, le volume atteint 605 M de barils. Au S1 2026, la société brésilienne a extrait en moyenne 78 800 barils par jour. En outre, sur douze mois à fin juin 2026, la société a déclaré un chiffre d’affaires proche de 2,3 Md\$ et un bénéfice de 122 M\$.

La reconstruction des infrastructures affectées par le séisme pourrait être contrainte par les difficultés du secteur de la construction, selon certains analystes.

La capacité du secteur de la construction à absorber rapidement le surcroît d’activité issu du séisme du 10 août constitue un point de vigilance. En effet, celui-ci a directement affecté 160 000 logements hébergeant environ 290 000 personnes. La reconstruction des régions sinistrées pourrait ainsi coûter jusqu’à 10 Md\$ selon un chiffrage préliminaire (cf. supra). Le ralentissement de l’activité du secteur au cours des quatre dernières années a fragilisé la condition financière de nombreuses entreprises. Plus de la moitié affiche aujourd’hui une marge bénéficiaire inférieure à 2,5 % de leur chiffre d’affaires, limitant leurs capacités d’investissement et de mobilisation rapide de moyens supplémentaires. Afin d’accélérer la reconstruction et de renforcer la capacité de réponse du secteur, Camacol, principale organisation professionnelle de la construction, propose la mise en place d’un régime réglementaire dérogatoire permettant de simplifier et d’accélérer les procédures. L’organisation souligne également la nécessité d’un financement public conséquent et d’une décentralisation des décisions, afin de faciliter la mise en œuvre des projets dans les territoires affectés.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,1%	32,0%	2445
Change USD/COP	-1,6%	-23,8%	3068
Change EUR/COP	-0,8%	-23,6%	3583
Prix du baril (Brent, USD)	7,4%	38,2%	93,4

Équateur

L'agence de notation S&P Global Ratings a relevé la note à long terme de l'Équateur, de « B- » à « B ».

L'agence de notation S&P Global Ratings a relevé la note à long terme de l'Équateur, de « B- » à « B », assortie d'une perspective stable. Cette décision intervient après six années de maintien de la note « B- » et traduit une amélioration de la perception de la solvabilité du pays. S&P souligne les progrès économiques et budgétaires réalisés dans le cadre du programme avec le FMI, ainsi qu'une plus grande stabilité politique et un renforcement des finances publiques. L'agence relève également le retour de la confiance des investisseurs, qui a permis à l'Équateur de renouer avec les marchés internationaux de capitaux au début de 2026 (cf. [Brèves semaine 4](#)). La position extérieure du pays s'est également consolidée, avec des réserves internationales atteignant environ 11,3 Md\$ en juillet 2026, contre 4,2 Md\$ en janvier 2024. S&P met par ailleurs en avant l'accroissement de l'excédent commercial non-pétrolier. Entre janvier et mai 2026, les exportations de produits non traditionnels ont ainsi progressé de plus de 17 %, témoignant d'une diversification accrue de l'offre exportable. **Selon l'agence, l'amélioration des comptes budgétaires et extérieurs, conjuguée à une solide position de liquidité internationale et à l'opération de rachat de dette réalisée cette année, réduit sensiblement le risque de défaut.** S&P anticipe en outre une hausse des investissements directs étrangers, notamment dans les secteurs de l'énergie, du pétrole et des mines, ainsi qu'une baisse de la dette extérieure et des besoins de financement. Cette amélioration de la notation pourrait permettre à l'Équateur d'accéder à des financements internationaux dans de

meilleures conditions et de soutenir davantage les investissements publics.

Au S1 2026, les exportations équatoriennes non-pétrolières et non-minières enregistrent une baisse de 5 % en g.a.

Les exportations équatoriennes non-pétrolières et non-minières ont atteint 12 Md\$ au premier semestre 2026, soit une baisse de -5 % (en g.a.), selon le dernier rapport de la Banque centrale. Ce recul intervient après une année 2025 record et s'explique notamment par la chute des exportations de cacao, en baisse de -58 % à 982 M\$. Cette baisse est liée à la normalisation des conditions climatiques et des prix, les conditions ayant été particulièrement favorables au S1 2025. **Les exportateurs font également état d'un ralentissement de la demande internationale et d'une hausse des coûts liée aux tensions commerciales et tarifaires mondiales.** À l'inverse, le secteur de la crevette confirme sa position de premier produit d'exportation du pays, avec 4,7 Md\$, en hausse de 10 %. Plus de la moitié de ces exportations sont destinées à la Chine. Les exportations de bananes progressent également de 6 %, à 2,3 Md\$. Elles restent néanmoins confrontées à la menace du champignon *Fusarium R4T*. Les exportations de conserves de thon reculent quant à elles de 5 %, à 853 M\$, dans un contexte de baisse des captures. Pour le second semestre, les exportateurs de thon anticipent une poursuite du ralentissement et une hausse des coûts. Le secteur appelle notamment à renforcer les investissements face aux risques liés au phénomène *El Niño*. Il demande également une révision du modèle logistique et un approvisionnement électrique plus fiable pour préserver la compétitivité des exportations.

Guyana

Le Guyana bénéficiera désormais de 40 % des profits réalisés sur le bloc Stabroek.

Le Guyana bénéficiera désormais de 40 % des profits pétroliers réalisés sur le bloc Stabroek, contre 12,5 % jusqu'alors. Cette hausse ne correspond pas à une prise de participation croissante du Guyana dans le bloc mais à une répartition distincte des profits dégagés. Ainsi, jusqu'alors, 75 % des profits réalisés étaient destinés à rembourser Exxon de son investissement en capital initial : ce ne sont désormais plus que 20 % des profits qui y sont dédiés. Les profits restants (soit 80 % des profits totaux) sont partagés entre le Guyana et les entreprises en charge du bloc (Exxon, Hess, CNOOC). La production pétrolière sur ce bloc dépasse désormais 900 000 barils par jour.

Pérou

Malgré le phénomène climatique *El Niño*, les prévisions de croissance pour 2026 atteignent jusqu'à 4 %.

L'économie péruvienne devrait afficher une croissance comprise entre 3,5 % et 4 % à la fin de l'année 2026, malgré les effets négatifs que le phénomène *El Niño* pourrait avoir sur certaines activités productives, selon le ministre de l'Économie et des Finances, Elmer Cuba. Le ministre a ajouté que les performances économiques du pays pourraient être encore meilleures en 2027. Il a également souligné que, sans les effets de ce phénomène climatique, l'économie péruvienne pourrait enregistrer cette année une croissance comprise entre 4 % et 5 %. De son côté, l'Institut national de statistique (INEI) a indiqué **que la croissance avait atteint 3,05 % en g.a. au S1.** La croissance marque toutefois le pas en juin, soulignant les premiers impacts de *El Niño* : le secteur agricole a reculé de -8,1 % en juin, tandis que la pêche s'est

contractée de 51,9 %. La construction (+9,0 %) et le commerce (+7,8 %) ont toutefois partiellement compensé ces contractions.

La Banque centrale maintient son taux directeur à 4,25 % : il est inchangé depuis un an.

La Banque centrale (BCRP) a maintenu son taux d'intérêt de référence à 4,25 % pour le douzième mois consécutif, mais son dernier rapport fait état d'un scénario moins favorable en matière d'inflation. Les prix ont de nouveau accéléré en juillet et les anticipations d'inflation à 12 mois ont atteint la limite supérieure de la fourchette cible (2 % $\pm$ 1 pp). L'inflation en glissement annuel est passée de 4,0 % en juin à 4,1 % en juillet, tandis que l'inflation hors alimentation et énergie a augmenté, de 4,5 % à 4,6 %. Cet écart par rapport à la fourchette cible s'explique principalement par la hausse des prix des carburants et ses répercussions sur les coûts de transport en mars et avril. Hors secteur des transports, l'inflation sous-jacente s'est établie à 1,7 % en glissement annuel et reste inférieure à 2 % depuis avril de l'année dernière. Ainsi, la BCRP maintient ses prévisions selon lesquelles l'inflation reviendra dans la fourchette cible et s'établira autour de 2 % à mesure que les chocs d'offre s'estomperont. L'entité met toutefois en garde contre deux risques : un phénomène *El Niño* plus intense et les tensions géopolitiques au Moyen-Orient pourraient prolonger les pressions sur les prix.

Pour Moody's, les risques de dégradation de la solvabilité du Pérou diminuent après le changement de gouvernement.

Selon l'agence de notation Moody's Ratings, les risques de voir une dégradation de la solvabilité budgétaire du Pérou se sont atténués à la suite de l'alternance politique. Elle estime que le nouveau contexte politique permet de réviser à la hausse ses perspectives concernant le pays et que, pour l'heure, les

facteurs susceptibles d'entraîner une dégradation de son profil de crédit sont moins forts. **Dans ce contexte, Moody's a maintenu sa notation souveraine à Baa1, avec une perspective stable.** Par ailleurs, l'agence a revu à la hausse ses prévisions de croissance, passant d'un minimum proche de 3 % à environ 3,5 %. **Moody's estime également que la croissance économique aurait pu dépasser les 4 % sans l'impact du phénomène *El Niño*, qui affecte principalement certaines activités primaires.**

Suriname

Les producteurs d'or devront vendre 35 % des recettes en devises liées à leurs exportations à la Banque centrale.

Les exportateurs d'or doivent désormais convertir en dollars surinamiens 35 % des devises étrangères issues de leurs exportations directement à la Banque centrale (CBvS). La mesure s'appliquera également aux autres exportateurs, qui passeront, eux, par l'intermédiaire d'un établissement de change. Le taux appliqué par la CBvS sera le taux de change moyen pondéré. Les exportateurs pourront disposer librement des devises restantes. L'objectif est d'imposer qu'une partie des devises générées par les exportations reste dans le système financier surinamais. Ce mécanisme doit permettre à la Banque centrale de renforcer son accès aux devises. Les exportateurs doivent démontrer chaque mois le respect de cette obligation, sous peine de retrait de certaines autorisations, notamment celles liées aux mouvements de marchandises.

Venezuela

L'inflation mensuelle atteint près de 20 % en juillet.

L'inflation mensuelle a atteint 19,9 % en juillet, contre 13,8 % en juin et 6,3 % en mai, reflétant la pression accrue sur les prix provoquée par les deux séismes du 24 juin, selon la Banque centrale vénézuélienne (BCV). En glissement annuel, l'inflation dépasse 575 %. La BCV estime que cette hausse est conjoncturelle et liée aux tremblements de terre, qui ont perturbé la distribution des biens. Les secteurs ayant enregistré les plus fortes hausses de prix ce mois-ci sont les services éducatifs (+24 %), les boissons alcoolisées et le tabac (+22 %), la santé (+22 %) ainsi que les vêtements et chaussures (+21 %). La BCV prévoit toutefois un ralentissement de l'inflation en août, en raison du ralentissement de la dépréciation du taux de change observé au cours des trois dernières semaines de juillet, à 770 VES/\$.

Au T2 2026, la croissance atteint 7,1 %, selon la Banque centrale.

Le PIB a augmenté de 7,1 % au T2 2026 (en g.a.), principalement grâce à une hausse de 9,1 % de l'activité pétrolière, selon la Banque centrale du Venezuela (BCV). Par ailleurs, l'activité non-pétrolière a augmenté de 5,8 % (en g.a.). **Ce trimestre s'inscrit donc dans une série de 21 trimestres consécutifs de croissance.** Selon la BCV, tous les secteurs ont crû au T2 2026, en particulier les activités financières et d'assurance (+26 %) et la construction (+16 %). Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) prévoit une croissance du PIB vénézuélien d'environ 6,5 % en 2026, ainsi qu'une inflation d'environ 385 %, une prévision qui intègre déjà la réduction d'un demi-point de pourcentage associée à l'impact initial du double séisme du 24 juin.

Malgré la croissance, la crise salariale persiste dans le pays, où le salaire minimum et

la pension équivalent désormais à environ 0,16 \$/ mois au taux officiel, alors que le panier alimentaire pour une famille de cinq personnes dépasse 700 \$.

En 2025, PdVSA, la société pétrolière nationale, a de nouveau été en capacité de couvrir la demande domestique de carburant.

Le Venezuela devait jusqu'alors importer du carburant pour répondre à la demande nationale, manquant de capacités de raffinage malgré la production de pétrole brut. Selon le Président de PdVSA, la capacité de raffinage du pays est aujourd'hui de 350 000 barils par jour et poursuit sa croissance.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Killian MAGDELAINE, Diego MAGUINA, Marie REBOURS, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)